

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 23/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)**

JAS DE RHODES  
13170 LES PENNES MIRABEAU

Références : D-1207-MRS-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 LES PENNES MIRABEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 LES PENNES MIRABEAU
- Code AIOT dans GUN : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site SUEZ du Jas de Rhodes est un site comprenant plusieurs installations classées relatives au traitement et à l'élimination des déchets. Il comporte notamment une ISDND et un centre de tri. L'inspection a porté sur le centre de tri.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- installations électriques,
- vérification périodique des RIA,
- conditions d'entreposage des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 1.3	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
Vérification périodique RIA	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-dernier paragraphe	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'entreposage de balles de déchets hors des zones prévues à cet effet. Ce constat est en lien avec un dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant en avril 2022 afin de demander une modification de ses zones d'entreposage de déchets. L'instruction de ce dossier a notamment nécessité la demande d'avis du SDIS qui a formulé un avis positif quant à la maîtrise des risques incendie courant septembre 2022. Des derniers éléments doivent être transmis par l'exploitant, un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement pris pour faire état des nouvelles prescriptions (zones d'entreposage des déchets, rétention des eaux..). Cet écart ne fait donc pas l'objet de suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, vérifications installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.  Lors de la visite d'inspection du 23 février 2022, les rapports de vérification mettaient en évidence de nouvelles observations à traiter. L'exploitant s'était engagé à les traiter dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments permettant de démontrer le traitement de ces observations par les sociétés DALKIA et SNEF.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Vérification périodique RIA**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-dernier paragraphe
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification périodique RIA
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite d'inspection du 23 février 2022, l'inspection avait mis en évidence des remarques des derniers rapports de vérification périodique concernant les RIA du centre de tri. L'exploitant s'engageait à les traiter dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une facture de l'entreprise EUROFEU relative a une intervention du 28 février 2022 pour les travaux réaliser sur les RIA. Le montant correspond au bon de commande dont la désignation est la remise en état RIA suivant vérification quinquennale.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté l'entreposage de balles de déchets hors des zones prévues à cet effet. Ce constat est en lien avec un dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant en avril 2022 afin de demander une modification de ses zones d'entreposage de déchets. L'instruction de ce dossier a notamment nécessité la demande d'avis du SDIS qui a formulé un avis positif quant à la maîtrise des risques incendie courant septembre 2022. Des derniers éléments doivent être transmis par l'exploitant, un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement pris pour faite état des nouvelles prescriptions (zones d'entreposage des déchets, rétention des eaux..). Cet écart ne fait donc pas l'objet de suites administratives.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet